

# RAPPORT MENSUEL PORTANT SUR : LA COHESION SOCIALE FACE AUX EXCLUSIONS MULTIFORMES EN MILIEUX ACADEMIQUES AU NORD ET SUD-KIVU

« L'implication de l'église/confession religieuse dans  
l'enseignement supérieur et universitaire, principe de la laïcité et  
son impact dans la cohésion sociale. »

Juillet 2023

Réalisé par la League Academia en partenariat avec la Fondation Rwasamanzi



**Fondation Rwasamanzi**

# TABLE DES MATIERES

## Table des matières

<b>LISTE DES ACRONYMES</b>	1
<b>RESUME</b>	2
<b>INTRODUCTION</b>	3
<b>.01 Contexte</b>	3
<b>.02 Problématique</b>	4
<b>.03 Objectif</b>	4
<b>.04 Methodologie de la recherche</b>	4
<b>CHAPITRE I. GENERALITE SUR LE SUJET</b>	6
<b>.01 L'INFLUENCE DE LA RELIGION/CONFESSION RELIGIEUSE SUR LES UNIVERSITES ET INSTITUTS SUPERIEURS</b>	6
<b>.02 L'IMPACT DES ACTIONS DES CONFESSIONS RELIGIEUSES SUR LA COHESION SOCIALE</b>	8
<b>CHAPITRE II : ANALYSE ET TRAITEMENT DES DONNEES</b>	12
<b>.01 Répartition des enquêtes par institution</b>	12
<b>.02 REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE</b>	12
<b>.03 MOTIVATION DU CHOIX DE L'INSTITUTION D'APPRENTISSAGE</b>	13
<b>.04 LA LAÏCITE ET AUTRES CONVICTIONS</b>	13
<b>CONCLUSION</b>	15
<b>.01 Recommandations</b>	15

## LISTE DES ACRONYMES

BCNUDH : Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'homme

DUDH : Déclaration universelle des droits de l'homme

CP : Chef de promotion

CNS : Conférence Nationale Souveraine

ESU : Enseignement Supérieure et Universitaire

ERC : Eglise de Réveil au Congo

ONU : organisation des Nation Unis

PP : Porte des étudiants

RDC : République Démocratique du Congo

PIDCP : Pacte international relatif aux droits civils et politiques

SE : Son Excellence

UAGO : Université Adventiste de Goma

ULPGL : Université Libre des Pays de Grand Lac

UCS : Université Catholique la Sapientia

UCB : Université Catholique de Bukavu

UEA : Université Evangélique en Afrique

UNAZA : Université Nationale du Zaïre

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

UNIGOM : Université de Goma

## RESUME

Ce rapport présente le résultat de la recherche portant sur : « La cohésion sociale face aux exclusions multiformes dans le milieu académique ». Elle a mis un accent particulier sur la laïcité dans le milieu académique. Du premier juillet au 30 juillet, cette dernière s'est déroulée dans la province du Nord et sud Kivu. Dans la problématique de la cohésion sociale dans le milieu académique et l'investissement des églises/confessions religieuses dans l'ESU, nous examinons la part de ces dernières dans l'instauration de la cohésion sociale. Comment la laïcité est aujourd'hui confronté aux prises des positions de tout un chacun dans les instituts supérieurs et universitaires ? De l'origine des confessions religieuses qui investissent dans le secteur de l'ESU (enseignement supérieur et universitaire), quel degré d'influence ont ces confessions religieuses sur le fonctionnement des institutions universitaires ? Quand est-il du choix des étudiants pour les institutions d'apprentissages ? Entre adeptes et non adeptes, comment se débloquent les libertés d'opinion et de croyances ?

Pour répondre à ces questions, nous avons fait usage d'une méthode mixte (qualitative et quantitative). Du point qualitatif, pour étudier les phénomènes particuliers : « Les liens tribaux dans le fonctionnement de l'église/confession religieuse et ses structures économiques » jusqu'à déclencher des exclusions sur des soubassements tribales, nous avons utilisé l'analyse conjoncturelle.

La démarche quantitative nous a conduits à l'enquête sociale, pour un échantillonnage représentatif. L'étude s'est focalisée sur 6 universités qui émanent de la religion/confession religieuse (trois au Nord-Kivu et trois au Sud-Kivu). Au Nord-Kivu : UAGO (université Adventiste de Goma) représentée par 149 enquêtés, ULPGL/Goma (université libre des pays de grand lac) représentée par 188 enquêtés, et UCS (Université Catholique la Sapiencia) représentée par 146 enquêtés. Au Sud-Kivu : UCB (Université Catholique de Bukavu) représentée par 199 enquêtés, ULPGL/Bukavu (université libre des pays de grand lac) représentée par 183 enquêtés et UEA (Université Evangélique en Afrique) représentée par 185 enquêtés. Au total, 1050 personnes ont été enquêtées. Dont la représentativité féminine de 38 pour cent et celle masculine de 62 pour cent.

Ainsi, nous évoquons les liens entre le tribalisme et l'église/confession religieuse, l'église/confession religieuse et la gestion des instituts supérieurs et universitaires. Par ses origines, nous constatons l'influence de l'église/confession religieuse sur le déroulement de la vie académique. À la fin du travail, nous formulons les recommandations.

## INTRODUCTION

### .01 CONTEXTE

Avant les années 2000, en République démocratique du Congo, pour poursuivre les études supérieures et universitaires, les jeunes du Nord et Sud-Kivu se rendaient soit à Kinshasa, Lubumbashi et la majorité à Kisangani qui semblait être proche de ces deux provinces. Dans ces villes, les universitaires fondèrent les groupes des ressortissants de telle ou telle province, dans l'objectif d'une assistance mutuelle. À cette époque, les groupes ethniques, religieux et politiques au sein des universités et instituts supérieurs n'avaient pas un grand effet sur les quotidiens dans la vie académique. Face aux difficultés diverses, les personnes touchées ne faisaient pas le recours aux membres de leurs ethnies, de sa religion ou de son obédience politique. Ils faisaient le recours à ses camarades, en particulier aux ressortissants de sa province ou de sa région. De nos jours, la solidarité qui y régnait a disparu.

Les questions sur l'université congolaise ont suscité la curiosité de quelques chercheurs il y a de cela quelques années. Plusieurs projets de réformes ont été amorcés, plusieurs lois ont été promulguées. Par contre, ces derniers sont loin de montrer leurs efficacités dans la sphère universitaire congolaise. De nos jours, l'imaginaire universitaire congolais se fonde dans l'optique de l'offre et de la demande afin de donner aux marchés une main d'œuvre efficace. Pourtant, en amont, l'université doit être réfléchie en axant la formation sur l'éthique et la citoyenneté solide, pour donner au marché et à l'emploi une dimension humaine profonde.<sup>1</sup>

La citoyenneté solide se fonde sur le respect des choix et l'orientation identitaire des individus. Les principes et valeurs comme la laïcité, la liberté, l'égalité, la cohésion sociale, l'inclusion et le vivre-ensemble sont des valeurs qui entre en vogue dans les sociétés qui se veulent démocratiques et modernes. Dans les institutions supérieures et universitaires de la RDC, ces principes et valeurs sont parfois si mal compris, si bien compris, ils sont bafoués par ceux et celles qui devraient les divulguer dans la communauté, et à la jeune génération en particulier. Nous sommes à un niveau où qu'on fait dire sur eux n'importe quoi et qu'on s'autorise en son nom pour manifester des attitudes discutables.

L'imaginaire collectif et universel pense que pour que l'université soit productive, elle doit être considérée comme « le service public » d'où elle doit être laïque et indépendante de toute emprise politique, économique, religieuse et idéologique ; elle doit tendre à l'objectivité

---

<sup>1</sup> Professeur Kamana, « *le temps est venu de repenser une nouvelle université congolaise* », article paru à Pol Institut, 2020.

du savoir ; elle doit respecter la diversité des opinions. Elle doit garantir à l'enseignement et à la recherche de leurs possibilités de libre développement scientifique, créateur et critique.<sup>2</sup>

## **.02 PROBLEMATIQUE**

Dans la vie courante, la rivalité sur base des croyances se manifeste dans les consciences des dirigeants, des leaders et de la population lambda. Le modèle universitaire congolais étant aussi celui nous légué par la métropole belge, il est aussi celui fondé sur une base religieuse. Allons-y réfléchir tout en constatant la multiplication des églises et sectes, dans un contexte où les religions veulent se positionner économiquement et idéologiquement. Comment la laïcité est aujourd'hui confrontée aux prises des positions de tout un chacun dans les instituts supérieurs et universitaires. De l'origine des confessions religieuses qui investissent dans le secteur de l'ESU (enseignement supérieur et universitaire), quel degré d'influence ont ces confessions religieuses sur le fonctionnement des institutions universitaires ? Quand est-il du choix des étudiants pour les institutions d'apprentissages ? Entre adeptes et non adeptes, comment se débloquent les libertés d'opinion et de croyances ?

## **.03 OBJECTIF**

Dans ce présent travail, la participation des confessions religieuses et des religions dans l'enseignement supérieur nous intéresse. De l'origine régionale et ethnico-tribale des églises et confessions religieuses semble aujourd'hui avoir un impact considérable sur la cohésion sociale et le vivre-ensemble. Les antivaleurs (tribalisme, régionalisme, etc.) qui ont érigé son domicile au sein des confessions religieuses, et les dérives de la laïcité sont devenues un facteur important des exclusions sociales dans le milieu académique. Ainsi, nous évoquons les liens entre le tribalisme et l'église/confession religieuse, l'église/confession religieuse et les instituts supérieurs et universitaires. Par son origine, nous constatons l'influence de l'église/confession religieuse sur le déroulement de la vie académique.

## **.04 METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE**

Cette recherche s'est déroulée dans le Nord et Sud-Kivu, du 1er juillet au 30 juillet 2023. Elle a adopté une méthode mixte (qualitative et quantitative). Du point qualitatif, pour étudier les phénomènes particuliers : « les liens tribaux dans le fonctionnement de l'église/confession religieuse et ses structures économiques » jusqu'à déclencher des exclusions

---

<sup>2</sup> Droit français, Code de l'éducation, (juin, 2000), *Article L 141-6*

sur des soubassements tribalo-ethnico-claniques, nous avons utilisé l'analyse conjoncturels, c'est à dire étudier les phénomènes historiques dans l'apparition de la religion/confession religieuse jusqu' à son investissement dans l'éducation et dans l'économie, cela allant de l'esclavagisme depuis 1506, de la colonialisme depuis 1885, en passant par 1921 à 1922, où les sociétés des missionnaires entrent en pompe en RDC en passant par le Kivu jusqu'à nos jours.

Ces phénomènes étant cycliques et ayant une forte intensité, on y trouve : les crises qui ont frappé l'église, la domination de l'église sur la vie sociale, l'ordre de l'Etat d'interdire l'église d'œuvre dans l'éducation formelle, etc. Ces phénomènes intéressent du point de vue de leur période d'apparition, de leur développement dans le temps et de leur impact sur l'environnement social où ils se consolident. L'observation est intervenue pour trouver une signification sociologique et une interprétation de ce dernier.

La démarche quantitative nous a conduites à l'enquête sociale, pour un échantillonnage représentatif. L'étude s'est focalisée sur 6 universités qui émanent de la religion/confession religieuse (trois au Nord-Kivu et trois au Sud-Kivu). Au Nord-Kivu : UAGO (université Adventiste de Goma) représentée par 149 enquêtés, ULPGL/Goma (université libre des pays de grand lac) représentée par 188 enquêtés, et UCS (Université Catholique la Sapientia) représentée par 146 enquêtés. Au Sud-Kivu : UCB (Université Catholique de Bukavu) représentée par 199 enquêtés, ULPGL/Bukavu (université libre des pays de grand lac) représentée par 183 enquêtés et UEA (Université Evangélique en Afrique) représentée par 185 enquêtés. Au total, 1050 personnes ont été enquêtées. Dont la représentativité féminine de 38 pourcent et celle masculine de 62 pourcent. L'enquête sociale nous a permis de constater le lien existant entre l'origine de l'église/confession religieuse gestionnaire d'une institution et l'origine des universitaires. Elle nous a aussi permis de constater l'apport des institutions de l'ESU gérée par l'église/confession la cohésion sociale et le vivre-ensemble.

## CHAPITRE I. GENERALITE SUR LE SUJET

### .01 L'INFLUENCE DE LA RELIGION/CONFESSION RELIGIEUSE SUR LES UNIVERSITES ET INSTITUTS SUPERIEURS

Des études sociologiques ont démontré l'apport positif de l'appartenance religieuse pour le rendement scolaire, la vie de famille, le bien-être et la contribution à la vie communautaire. Il est important d'évaluer son apport dans la partie Est de la République démocratique du Congo. De l'avènement de la colonisation en République démocratique du Congo, l'un des piliers du système colonial belge fut l'église/confession religieuse. De la création de l'Etat indépendant du Congo, l'église se voit attribuer, outre une mission d'évangélisation, un rôle de civilisation des populations. Cette tâche comprenait notamment : l'éducation, la santé et l'apprentissage de certaines activités économiques aux populations locales. Il sied de souligner que la religion catholique, protestante, kimbanguisme, l'islam sont présentes partout au Congo. D'où l'Église catholique, est fréquentée à hauteur de 55,8 %, l'église protestante à hauteur de 39,1 %, l'islam est fréquenté à hauteur de 2,1 % et d'autres religions sont fréquentées à hauteur de 3 %.<sup>3</sup>

Plus tôt, la mission d'évangélisation des missionnaires Jésuite dans le Royaume Kongo aujourd'hui Congo-Kinshasa et Angola en 1548, tel qu'interrompu en 1762, et puis rouvert en 1893 avec l'Etat indépendant du Congo, sous le règne de Nzinga Mbemba, avec l'influence des premiers jésuites, le Congo avait adopté le christianisme comme religion officielle. L'Islam est arrivé en RDC, en passant par la province du Maniema en 1860<sup>4</sup>. Les missionnaires catholiques romains de la congrégation des pères blancs, assumptionnistes, s'étaient engagés dans la promotion sociale des campagnes. Dès 1921 à 1922, Les sociétés des missionnaires entrent en pompe en RDC en passant par le Kivu.<sup>5</sup>

Les pentecôtistes Suédois, les pentecôtistes Norvégiens et l'union de pentecôtistes des missionnaires de Grande Bretagne se concentrent dans le Kivu, d'où naissent plusieurs églises et spécifiquement le CBCA qui fut l'œuvre du missionnaire Américain Paul Hurlburt en 1927 dans le territoire de Lubero à Kitsombiro.<sup>6</sup> De l'Est à l'Ouest, le pays a connu l'avènement de

<sup>3</sup> <https://fr.m.wikipedia.org/religion-en-r%C3%A9publiqued%C3%A9mocratique-du-congo>

<sup>4</sup> Article « Archive » sur l'islam au Maniema par Réveil-FM, Radio communautaire et associative de Kinshasa

<sup>5</sup> Faustin-Noël Gombani Rutashigwa, 2018, *L'implantation missionnaire au congo-rdc*, Le Harmattan, 586 P

<sup>6</sup> Isaac Kasereka kakule, *L'analyse de la structure financière d'une ASBL : efficace et efficience pour le cas de la CBCA katoyi de 2010-2014*, ISC Goma, Mémoire de licence 2014

la communauté E.R.C. (Eglise de Réveil au Congo) en 1997<sup>7</sup> qui compte aujourd'hui plus de 6 900 églises membres<sup>8</sup>. Ainsi, par cette influence, la religion et le culte restent fortement ancrés chez la plupart des individus de sorte qu'il influence fortement la vie sociale et la vie politique du pays. Des origines lointaines (tribales et ethniques), la religion/confession religieuse sont devenues un élément fondamental de l'identité humaine. Pour de nombreux adeptes, elle est beaucoup plus qu'un choix de mode de vie, elle est leur essence propre.

C'est ainsi, les origines des églises/confessions religieuses sont devenues les nœuds même de la division des membres de la société. Lors des conflits (crise de leadership, conflits d'intérêt, etc.) dans les églises, il est constaté l'exploitation des différences entre les origines, tribus, ethnies et familles des adeptes pour monter les uns contre les autres. De tels actes qui finissent de semer les divisions et les exclusions au sein des églises/confessions religieuses. Dans la plupart des cas, la multiplication des églises/confessions religieuses, trouve sa justification dans la motivation d'un leader (pasteur) de créer une cité de refuge spirituel pour les membres de sa communauté. Bref, un cadre où vont se sentir acceptés ses proches et célébrer leurs identités.

En 1954, le Congo Belge actuel République démocratique du Congo se dote de sa première université sous l'initiative des pères jésuites. Dans moins de deux ans, sous l'initiative d'ULB (université libre de Liège) à Lubumbashi, précisément en 1955, la deuxième université naquit. En 1963, à l'initiative des missionnaires protestants, Kisangani abritait la troisième université du pays.<sup>9</sup>

Et donc, l'influence de la religion sur le secteur de l'ESU est lointaine. Certes, les tentatives de diminuer son influence ont existé, mais sans un succès pérenne. Dans la deuxième république, de 1965 à 1975, Mobutu tentait de remettre l'éducation dans les mains de l'Etat. En 1971, l'Etat accentuait son emprise sur le système éducatif. Il nationalisait toutes les institutions de l'enseignement supérieur et universitaire en les regroupant dans un ensemble appelé UNAZA (université nationale du Zaïre).<sup>10</sup> Il a supprimé les réseaux confessionnels d'enseignement. Au primaire et au secondaire, le cours de la religion a été remplacé par celui de l'éducation civique et politique. Ce projet n'a pas duré longtemps suite aux pressions sociales et contraintes, notamment en matière de capacité de gérer des structures éducatives. En 1976,

<sup>7</sup> Muriel Gomez-Perez et Marie Nathalie Leblanc, *L'Afrique des générations : entre tensions et négociations*, KARTHALA Editions, France, 2012.

<sup>8</sup> Fatimata Burki, Dans la RD-Congo, des centaines de milliers de fidèles évangéliques « archive », la-croix.com, France, 6 mai 2015

<sup>9</sup> Prof. Dr. Mudogo Virima, *Vision Politique sur la Recherche et l'Enseignement Universitaire au Congo (RDC)* <https://indico.ijclab.in2p3.fr/event/309/contributions/7228/attachments/6701/7912/MudogoMontpellier.pdf>

<sup>10</sup> Benoit VERHAEGEN, *L'enseignement universitaire au Zaïre: De Louvanium à l'UNAZA (1958-1978)*, 200 P Editions le Harmattan 1978

l'Etat a décidé de redonner la gestion des instances éducatives aux églises et a permis l'existence du privé dans le secteur de l'ESU.<sup>11</sup>

## **.02 L'IMPACT DES ACTIONS DES CONFESSIONS RELIGIEUSES SUR LA COHESION SOCIALE**

Une société qui prétend être libre doit militer pour une grande diversité de croyances, de goûts, de visées, de coutumes et de normes de conduite. Une société qui se veut libre vise à assurer à tous, l'égalité quant à la jouissance des libertés fondamentales. Paradoxalement, en RDC, les religions/confession religieuse se définissent par ses origines lointaines au pays. Comme les exclusions politico-régionalistes, les exclusions ethnico-tribales ont fait débat au point d'intéresser plusieurs penseurs et écrivains congolais, les exclusions religieuses musellent la liberté et freinent l'accès à l'emploi et à des différentes opportunités existant bel et bien dans les institutions académiques conventionnelles.

Nous nous retrouvons dans un environnement où certaines populations se définissent par l'appartenance à telle ou telle religion de sa région d'origine. L'appartenance religieuse est communautaire, familiale et héréditaire. Trahir une religion de ses parents risquerait de coûter une exclusion familiale. Par y cocher, sur le terrain du marché d'emploi qui est devenu ethnico-tribal depuis un bon moment, le clientélisme religieux est un nouveau facteur qui se consolide à petit pas, et est devenu une source des "tensions, ou des violences".

Hormis la pollution politique de l'université congolaise, la démonstration de l'idéologie des parties, la lutte tribalo-ethnique, le phénomène clientélisme, les institutions de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) se confrontent à une lutte religieuse. Conduisant ainsi à des églises, qu'on pourrait qualifier "des églises communautaristes". Au nord tout comme au Sud-Kivu, il est aujourd'hui facile d'identifier les églises ou les communautés religieuses selon les "tribus" suivant les tendances des fréquentations. La tribu ou le clan du pasteur attire plus les fidèles de sa tribu ou son clan. Ce qui a de l'influence sur la gestion de leurs écoles, les instructions de l'enseignement supérieur et universitaire attachés.

Dans les institutions publiques dites de l'Etat, il est très loin que les universitaires se sentent libres de croire et de ne pas croire. Si les uns restent neutres, la plupart se lancent dans la vie d'inculcation des idées d'une croyance religieuse. D'où les campagnes religieuses se font sentir dans les institutions de l'Etat. Le calicot, les affiches, les insignes se font souvent brandir aux sites universitaires. Sur les murs, dans les couloirs et surtout à l'entrée, nous pouvons voir

<sup>11</sup> UNAZA, 1973-1974, 1974-1975, Kinshasa, Presses universitaires du Zaïre,... p. 16

souvent les affiches et les insignes au compte des activités religieuses (culte, conférence, séminaire, etc.) afin d'atteindre la visibilité d'un grand cible.

Par l'influence de certaines personnalités du corps académique, l'espace, académique s'est vu cédé au profit d'une obédience religieuse. Soit par location, soit par compassion. Plusieurs grandes salles des universités publiques se font louer par des églises. Les leaders religieux une fois universitaires, ils sont souvent les initiateurs de la chorale universitaire, clubs de prière au sein du site universitaire.

De ce fait, la reviviscence de la question laïque rend aujourd'hui particulièrement sensible toutes les questions qui touchent de près ou de loin au fait religieux et ses impacts sociaux. Certes, dans une opposition houleuse entre rapports, la question d'accès à l'emploi ou de prester dans le champ universitaire, surtout dans les institutions conventionnelles religieuses reste de plus en plus difficile suite à la non-appartenance à l'obédience religieuse de l'institution employeuse.<sup>12</sup> Quand les candidats introduisent leurs candidatures (lettres de motivation et les CV), l'origine et l'appartenance religieuse des candidats sont signalée via leur prénom. Par exemple « Esther, Dorcas, pour les protestants et les juif, Michel, Jean-Paul et Nathalie pour les catholiques, et Mohammed et Samira pour les musulmans. »

L'université congolaise comme un marché de l'emploi, les religions minoritaires sont discriminées par rapport à la tradition religieuse majoritaire. Un candidat doit envoyer plus de CV pour décrocher un entretien d'embauche lorsqu'il est perçu comme non-partisan de la croyance religieuse de l'université prétendante employeuse. La religion exerce, à travers plusieurs dimensions, une certaine influence dans les processus d'embaucher.<sup>13</sup> Plusieurs recherches et spécialistes de la discrimination sur le marché de travail comme : (Lenski, 1963 ; Smart, 1969 ; King et Hunt, 1975 ; Capps, 1974...) à travers leurs travaux indiquent que c'est à travers certaines des dimensions particulières, dont l'influence de l'appartenance religieuse des responsables de l'institution s'exerce sur les facteurs motivationnels du choix d'un candidat.

Il existe une forte corrélation entre la discrimination vécue à l'embauche et au travail, d'une part, augmentation du salaire, et l'obtention d'une promotion. Ainsi, les injustices vécues dans le cadre du travail par les non-pratiquants de la religion institutionnelle sont à déplorer. Partant de la répartition religieuse en République démocratique Congo, leurs origines, leurs cartographies, que ça soit sur le plan national ou sur le plan local, de l'Est à l'Ouest, en passant par le centre du pays, chaque bloque est repartie dans sa confession religieuse.

<sup>12</sup> Jean-René Loubat, (2018), « *Faits religieux et laïcité dans le secteur socio-éducatif* », sur : [Faits religieux et laïcité dans le secteur socio-éducatif - Joël... - Librairie Eyrolles](#)

<sup>13</sup> Glock (charles Y.), (1970), *Archives de sociologie des religions*, no30, [www.presec.fr/assr\\_0003-9659\\_1970\\_30\\_1](http://www.presec.fr/assr_0003-9659_1970_30_1)

Si la majorité d'églises et celles regroupées en alliance détiennent déjà des firmes financièrement rentables (écoles, hôpitaux, salles des fêtes, chaînes des radios, chaînes de télévision, etc.) et s'investissent dans le développement social local et développement économique local, seule peu d'églises s'investissent dans l'enseignement supérieur et universitaire. Mais alors, nous présumons l'entrée de celles qui n'y sont pas encore, au vu de la lutte économique, et cette énième mission (garantir la servie économique et financière de ses fidèles) nouvellement installée et qui s'sévise dans les églises en République démocratique du Congo au contexte du manque d'emploi que connaisse le pays.

Les grandes universités (ayant des bonnes infrastructures, ayant un corps enseignant jugé efficace et permanent, les universités qui organisent des facultés, options d'actualités et celles très sollicitées) sont souvent l'initiative des religions ayant une forte influence. Les religions n'ayant pas une forte représentativité n'ont guère d'universités. Et les quelles que qui existent sont nouveau dans ce secteur. Elles manquent d'infrastructure et de personnel consistant. Dans ce contexte, elles sont loin d'attirer la quasi-totalité de ses adeptes. Il est donc difficile, voire même impossible que tout et chacun qui aimerait empêtrer les études supérieures ou universitaire, ou encore faire carrière dans le secteur universitaire puisse choisir l'institution de son obédience religieuse.

Les contraintes sont énormes. Au sein de l'université, au niveau de l'attente d'un candidat, le choix d'une faculté ou option est devenu un assommoir. Les conditions d'intégration du personnel enseignant pourraient aussi être remises en cause. Assurer, l'adaptation et le bon vivre des candidats aux études supérieures et universitaires doit maintenant devenir une priorité. Dans les institutions de l'ESU privées, celles de l'Etat, et même celles dites conventionnelles, le vivre-ensemble est une lutte de chaque jour.

Les effets fractionnels de la religion, les souvenirs des conflits et des guerres qui ont des implications religieuses/confessions religieuses tendent à perturber le vivre-ensemble. Il y a opportunité que l'université congolaise tire de la multi-religieuse comme appartenance de ses membres. Nous pouvons prendre pour référence dans d'autres conflits où la religion a été un facteur positif pour la paix et la création d'États. En Pologne et en Allemagne de l'Est, la société civile a débuté dans les sous-sols des églises [Douglas Johnson et Cynthia Sampson, 1994]<sup>14</sup>. En Afrique du Sud, une journée nationale de prière a contribué à la paix relative qui a entouré l'élection générale de 1994 [Michael Cassidy, *A Witness Forever*, 1992]<sup>15</sup>. D'ailleurs, Francis Fukuyama avance que la religion fait partie de l' « art de l'association » nécessaire au fonctionnement de la démocratie libérale [Francis Fukuyama, 1992]<sup>16</sup>. L'attachement à une

<sup>14</sup> Douglas Johnston et Cynthia Sampson, (éd.) *Religion, The Missing Dimension of statecraft*, (New York: 1994)

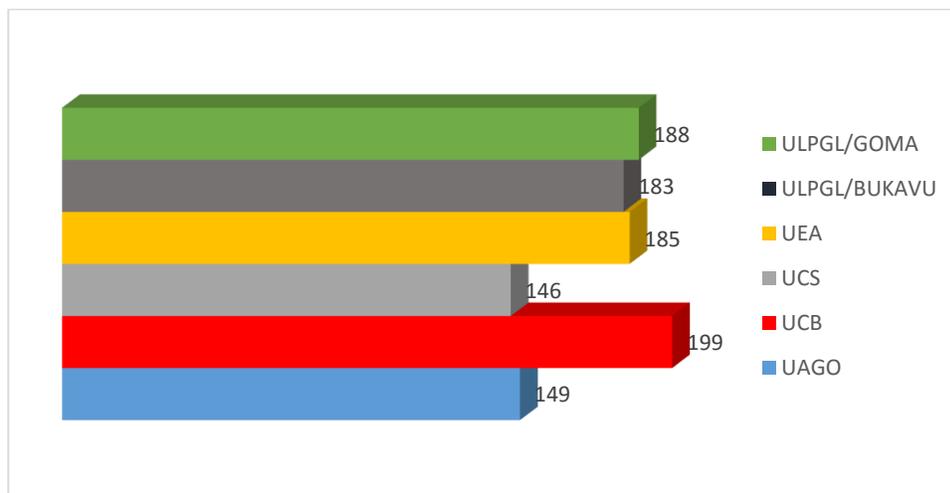
<sup>15</sup> Michael Cassidy, *A Witness Forever, Avènement de la Démocratie en Afrique du Sud, histoire derrière l'histoire*, (Londres : 1992)

<sup>16</sup> Francis Fukuyama, *la fin de l'histoire et le dernier homme*, (New York : 1992)

communauté religieuse favorise donc la participation aux institutions démocratiques et un sentiment de fierté envers celles-ci.

## CHAPITRE II : ANALYSE ET TRAITEMENT DES DONNEES

### .01 Répartition des enquêtes par institution



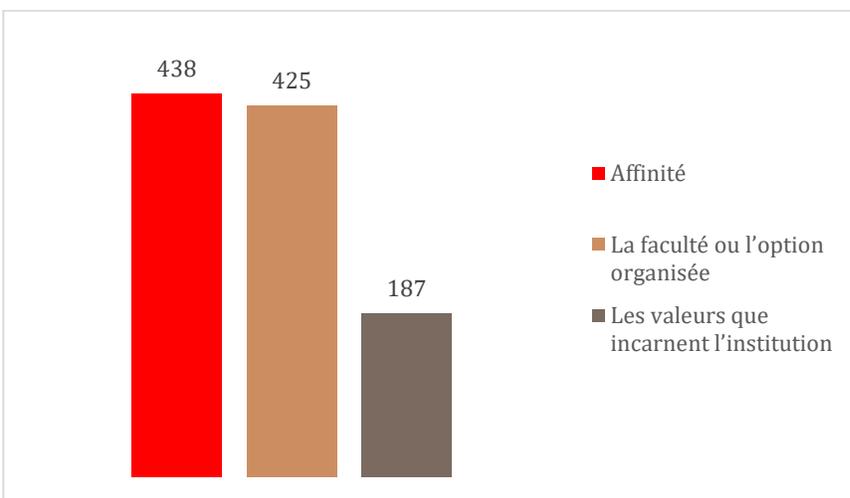
Dans cette étude, nous nous sommes intéressés sur 6 universités. Trois dans le Nord-Kivu et 3 au Sud-Kivu. Avec un échantillon de 1050 enquêtés, le Nord-Kivu est représenté à hauteur de 46 pour cent dont : (UAGO représente 15 %, UCS représente 14 % et ULPG/Goma représente 18%) et le Sud-Kivu à hauteur de 54 pourcent dont : (UCB avec 19 %, UEA avec 18 % et ULPGL/Bukavu avec 17 %).

### .02 REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE

Quelle que soit la diversité des conditions féminines, les femmes ont toujours des droits à jouir. D'une lutte longtemps menée, les conditions d'aujourd'hui semblent être favorables à ce qui concerne la dimension de donner son opinion sur un sujet qui touche l'humanité. Un long chemin reste à parcourir, surtout dans le secteur académique où les jeunes filles devraient en premier jouir de leur liberté d'opinion. Dans l'objectif recherché, celui d'atteindre une large représentation féminine de la jeune fille s'est limité sur la représentativité féminine de 38 % contre une représentation masculine de 62 %.

Sexe	Nombre
F	401
M	649
<b>Total général</b>	<b>1050</b>

### .03 MOTIVATION DU CHOIX DE L'INSTITUTION D'APPRENTISSAGE



Le facteur identitaire de l'église/ confession religieuse jadis conçue et consolidée par la famille, par la tribu et par l'ethnie oriente le choix des institutions académiques des étudiants. Cette motivation se représente comme un refuge (un espace où ils doivent trouver les leurs et se faire accepter dans ses forces et faiblesse) pour un grand nombre d'étudiants. Elle s'échafaude comme une construction représentative de soi dans son rapport à l'autre et à la société. Ainsi, entre l'affinité (l'influence des membres de l'église/ confession religieuse, de la famille, de la tribu, de l'ethnie, etc.), la faculté ou l'option qu'organisent une institution académique et les valeurs que prône une intuition académique, pour les 41 % des étudiants, l'affinité influence leur choix. Les pertinences des facultés et options qu'organisent les universités motive le choix des 40 % des étudiants et 17 % des étudiants leurs choix sont motivés par les valeurs que prônent les universités.

### .04 LA LAÏCITE ET AUTRES CONVICTIONS

À la question de savoir si les étudiants se sentaient à l'aise à exprimer leurs convictions et leurs opinions basées sur la culture, la religion, idéologie, etc. 29 % affirment être à l'aise d'exprimer leurs convictions au sein de l'université, contre 71 % qui déclarent être inquiets d'exprimer et d'affirmer leurs convictions au risque d'être réprimés.

<b>Réponses</b>	<b>Nombre</b>
Non	742
oui	308
<b>Total général</b>	<b>1050</b>

## CONCLUSION

Tout autour de nous s'étalent, de par le monde, les tragiques conséquences de notre incapacité ou de notre refus de vivre en paix avec les autres. La libre association est devenue un outil que se servent les antagonistes pour se venger contre l'injustice subit. De nos jours, les églises et confessions religieuses naissent comme des champignons. Partant de ceux qui s'y vivent, elles sont très loin d'être le catalyseur de la cohésion sociale. Les conflits issus de la religion/confession religieuse ont affecté l'université.

Bien entendu, les traditions et les lois sont faites pour évoluer. Notre laïcité universitaire mérite d'être réfléchie, pensée et évoluer afin de devenir un facteur clé de la cohésion sociale à la lumière des conditions présentes, d'autant puisqu'elle s'est construite « en creux ». Le choix qui a été fait sous la 2<sup>e</sup> république (remettre l'éducation dans les mains de l'Etat) était sans aucun doute une décision courageuse sur le point de détacher les traditions religieuses des grandes disciplines des sciences humaines et sociales et de l'approche universitaire critique. Dans un contexte où le gouvernement doit réguler le secteur éducatif et celui de l'ESU en particulier, la laïcité et l'universalité s'émissent comme principe de l'harmonisation de la vie académique, de la gestion des institutions universitaires et l'un des piliers sur lequel l'université doit travailler pour changer le mode de vie et l'interaction entre les universitaires et les membres de la société en général.

Il y a opportunité que l'université congolaise bénéficie de l'opportunité de la multi-religieuse comme appartenance de ses membres, d'autant plus que la religion fait la patrie de l' « art de l'association » nécessaire au fonctionnement de la démocratie libérale. Il y a opportunité que l'université congolaise bénéficie de l'opportunité de la multi-religieuse comme appartenance de ses membres, d'autant plus que la religion fait la patrie de l' « art de l'association » nécessaire au fonctionnement de la démocratie libérale.

### .01 RECOMMANDATIONS

- Que le secteur éducatif, à chaque niveau se dote d'une charte spécifique sur la laïcité.
- Qu'ils soient créés les initiatives qui vont susciter la diversité des visions du monde chez les universitaires ;
- Que les écoles conventionnelles partagent un programme commun qui incarne les règles laïques et du vivre-ensemble ;
- Pour le cas de ceux et celles faisant carrière dans le secteur éducatif, les syndicats plaident pour l'application de la loi de travail dans son intégralité ;
- Que les législateurs puissent travailler en creusant dans la spécificité innovatrice afin de parvenir à une laïcité inclusive en milieu académique et dans le secteur du travail en général.